



## **NOTE DE PRESENTATION PEDAGOGIQUE**

### **Extension du poste électrique « Nérondes » sur la commune d'Ignol (18)**



Juillet 2025

Version 5

ENVIRONNEMENT – ETUDES NATURALISTES – COORDINATION ENVIRONNEMENT – GESTION DES DECHETS – DOSSIERS REGLEMENTAIRES

# SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>3</b>
<b>PRESENTATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE .....</b>	<b>3</b>
<b>1 FONDEMENTS DU PROJET .....</b>	<b>5</b>
1.1 CONTEXTE DU PROJET .....	5
1.2 PRESENTATION DU PROJET .....	6
1.2.1 LOCALISATION DU PROJET .....	6
1.2.2 DESCRIPTION DU PROJET D'EXTENSION.....	7
<b>2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET .....</b>	<b>8</b>
2.1 LE POSTE DE TRANSFORMATION.....	8
2.1.1 CARACTERISTIQUES DU POSTE ACTUEL.....	8
2.1.2 CARACTERISTIQUES DU POSTE APRES TRAVAUX .....	8
2.2 DEROULEMENT DES TRAVAUX .....	9
2.3 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX A REALISER .....	9
<b>3 LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET L'AIRE D'ETUDE .....</b>	<b>11</b>
3.1 DEFINITION DE L'AIRE D'ETUDE .....	11
3.2 LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX .....	11
3.2.1 LE MILIEU PHYSIQUE .....	11
3.2.1.1 Topographie .....	11
3.2.1.2 Climatologie.....	12
3.2.1.3 Géologie .....	14
3.2.1.4 Hydrogéologie .....	14
3.2.1.5 Hydrologie .....	14
3.2.1.6 Risques naturels .....	16
3.2.1.7 Les outils de planification liés à l'eau .....	16
3.2.2 LE MILIEU NATUREL.....	17
3.2.2.1 Zonages et protections réglementaires et contractuelles .....	17
3.2.2.2 Habitats naturels, Faune et Flore .....	19
3.2.3 LE MILIEU HUMAIN .....	22
3.2.3.1 Occupation du sol.....	22
3.2.3.2 Contexte socio-économique.....	23
3.2.3.3 Documents de planification territoriale .....	23
3.2.3.4 Risques technologiques .....	24
3.2.3.5 Patrimoine .....	24
3.2.3.6 Paysage.....	24
3.2.3.7 L'ambiance sonore et les vibrations .....	24
3.2.4 SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	25
<b>4 MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET IMPACTS RESIDUELS .....</b>	<b>27</b>
<b>5 CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>

## AVANT-PROPOS

En application de l'article R122-2 du code de l'environnement et de la rubrique 32 de la nomenclature des études d'impact, en vigueur depuis le 3 juillet 2022, qui lui est annexée, sont soumis à une procédure d'examen au cas par cas les postes de transformation dont la tension maximale de transformation est égale ou supérieure à 63 kilovolts, à l'exclusion des opérations qui n'entraînent pas d'augmentation de leur surface foncière. Cette sous-catégorie justifie que le projet soit soumis à examen au cas par cas.

Le décret n°2022-422 du 25 mars 2022 relatif à l'évaluation environnementale des projets, instaure le dispositif dit de « clause-filet », permettant de soumettre à évaluation environnementale des projets de petite taille situés en deçà des seuils de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement et ayant un impact notable sur l'environnement.

Le projet, faisant partie de la catégorie n°32 de l'annexe de l'article R. 122-2, n'est pas concerné par le dispositif dit de « clause-filet ».

Le présent document constitue une annexe au formulaire de demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale.

## PRESENTATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

### **Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité**

Le 1er janvier 2008, EDF a créé, conformément à la directive européenne de 2003 et à la loi de transposition de décembre 2006, sa filiale de distribution d'électricité en France : ERDF - Électricité Réseau Distribution France.

Le 31 mai 2016, ERDF a changé de nom et est devenu Enedis.

La filialisation de la distribution vise à garantir à tous les fournisseurs d'électricité qui veulent commercialiser leurs offres un « accès non discriminatoire au réseau ».

Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution, exerce ses missions dans le cadre de la concession prévue par l'article L.322-1 du code de l'énergie qui lui a été accordée par l'état.

Elle a pour mission l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau de distribution confié par les autorités concédantes (communes ou groupement de communes) propriétaires de ce réseau, afin d'en assurer le bon fonctionnement.

En sa qualité de société gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis « est propriétaire de la partie des postes de transformation du courant de haute ou très haute tension en moyenne tension qu'elle exploite » (Article L.322-4 du code de l'énergie).

### **Enedis : une entreprise de plein exercice**

Enedis est une société anonyme (SA) à Conseil de Surveillance et Directoire. Elle est la filiale la plus importante du groupe EDF. Enedis incarne aujourd'hui, comme hier, les valeurs de proximité, d'engagement et de solidarité qui fondent le lien de confiance entre ses 40 000 salariés et ses 37,5 millions de clients à travers toute la France.

Elle exploite le réseau le plus important en Europe avec 1,4 million de kilomètres de lignes moyenne et basse tension, un peu plus de 2 200 postes sources haute tension - moyenne tension et environ 760 000 transformateurs de distribution publique.

Avec ce nouveau nom, Enedis affirme son engagement en faveur de la transition énergétique au cœur des territoires. Ce nouveau nom souligne le rôle majeur d'Enedis dans la révolution énergétique. Pour accompagner les nouveaux besoins des consommateurs (maîtrise énergétique, véhicules électriques, etc.) et faciliter le déploiement des énergies renouvelables, Enedis intensifie le recours au numérique, aux nouvelles technologies et à la gestion de données. Enedis est le partenaire de la révolution écologique et numérique avec l'ensemble des acteurs de la société civile et des territoires. Elle accompagnera tous ceux - clients, élus, entrepreneurs - qui souhaitent construire partout en France un réseau plus économique, plus écologique et plus solidaire.

### **Neutralité et indépendance d'Enedis au cœur du marché de l'électricité français**

Les missions d'Enedis sont d'assurer dans le marché de l'électricité ouvert à la concurrence :

- le libre accès à tous les fournisseurs au réseau public de distribution (RPD) ;
- le service public et la qualité de service en maintenant la proximité avec les territoires ;
- le développement et la valorisation du réseau public de distribution en concession.

### **Enedis : une direction d'entreprise et 25 directions régionales**

La tête de l'entreprise est composée de directions opérationnelles Réseau et Patrimoine, Clients et Fournisseurs, Finances et Stratégies, Ressources humaines et Communications, Opérations et Territoires et d'un secrétariat général.

En région, la performance et l'image d'Enedis sont portées par les 25 Directions Régionales.

# 1 FONDEMENTS DU PROJET

## 1.1 CONTEXTE DU PROJET

L'accélération induite dès 2015 par la loi relative à la transition Energétique pour la croissance verte, vise à lutter plus efficacement contre le dérèglement climatique, préserver l'environnement et renforcer l'indépendance énergétique de la France. Ainsi, parmi les objectifs fixés, la part des énergies renouvelables dans le mix de production électrique doit atteindre 40 % en 2030.

Dans chaque région, l'intégration des Energies Renouvelables (EnR) aux réseaux électriques est optimisée dans un S3REnR, outil d'aménagement des territoires, visant à :

- Offrir une visibilité pérenne des capacités d'accueil des énergies renouvelables,
- Augmenter ces capacités d'accueil, tout en optimisant les investissements nécessaires,
- Anticiper les besoins pour faciliter l'accueil des EnR,
- Mutualiser les coûts pour les porteurs de projets, afin de favoriser l'émergence d'installations de production d'EnR.

Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR) de la région Centre-Val de Loire, déclinaison du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), a été approuvé par arrêté préfectoral du 15 mars 2023.

Il prévoit, à cette date, la mise à disposition de 4 000 MW de capacités de raccordement d'énergies renouvelables en région Centre-Val de Loire. Afin d'accompagner la dynamique régionale, conformément au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Centre Val-de-Loire approuvé le 04/02/2020, le projet d'adaptation de ce S3REnR, initié en janvier 2024, portera la capacité réservée totale du schéma à 4 939 MW.

Les travaux prévus sur les ouvrages du poste source « Nérondes », situé dans le département du Cher (18), entrent dans le cadre de la révision du 15 mars 2023 du S3REnR du Centre Val-de-Loire et ont pour finalité de traduire la volonté politique de développer les EnR, et donc, d'augmenter les capacités d'injection d'électricité relatives aux projets de production d'énergie renouvelable, par l'extension du jeu de barres 63 000 V du poste pour l'ajout d'une cellule ligne.

Par ailleurs, l'ajout d'un bâtiment demi-rame (pour l'accueil d'une éventuelle 3<sup>ème</sup> demi-rame) est en cours d'étude.

Enfin, le dynamisme de la production d'électricité renouvelable de la région conduit Enedis à intégrer, dans ce projet d'extension du poste source « Nérondes », l'espace nécessaire pour accueillir un potentiel 3<sup>ème</sup> transformateur, à terme (non déclenché à date).

## 1.2 PRESENTATION DU PROJET

### 1.2.1 LOCALISATION DU PROJET

Le poste de transformation électrique existant est localisé sur la commune d'Ignol, située à l'est du département du Cher (18). Il occupe partiellement la parcelle 318, section D, encadrée en rouge sur les cartographies ci-contre :

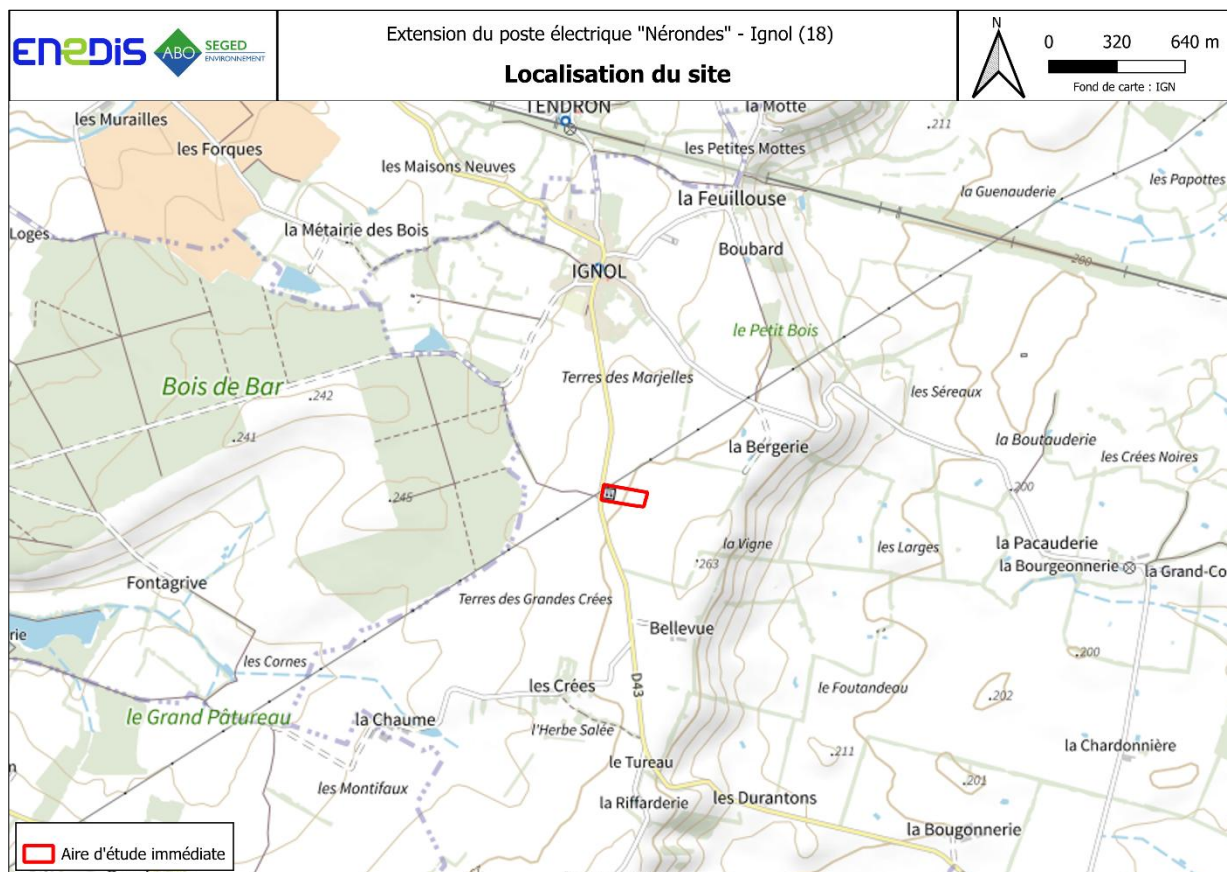
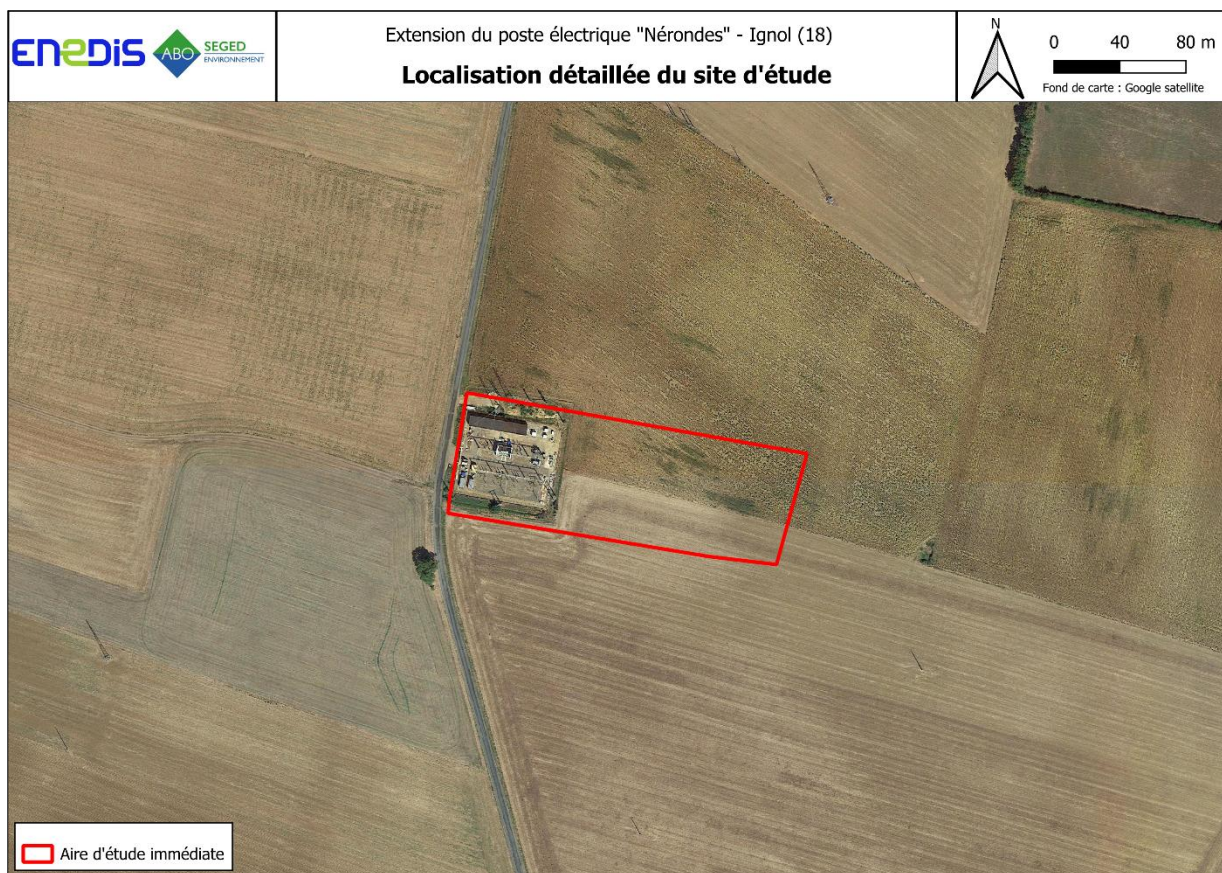


Figure 1 : Localisation du poste source « Nérondes »





**Figure 2 : Localisation détaillée de la zone d'étude**

### 1.2.2 DESCRIPTION DU PROJET D'EXTENSION

Le raccordement de potentiels d'EnR supplémentaires dans la zone identifiée « Cher Sud » du S3REnR Centre Val-de-Loire nécessite l'évolution d'ouvrages électriques, dont l'extension du jeu de barres HTB 63 000 V pour l'ajout d'une cellule ligne 63 000 V, par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE dans le poste « Nérondes ». Cette évolution engendre le déplacement de la clôture à l'est du poste, permettant d'augmenter l'emprise foncière de ce dernier.

Par ailleurs, une étude portant sur l'ajout d'une 3ème demi-rame sur ce poste est actuellement en cours. Elle fait suite à la validation de la Proposition Technique et Financière d'un site de production photovoltaïque de 15,5 MW, situé sur la commune du Chautay, à l'est d'Ignol. Cet ajout pourrait alors engendrer :

- la construction d'un bâtiment demi-rame supplémentaire,
- l'allongement de la piste légère.

Du fait du dynamisme de la production d'électricité renouvelable dans la région, Enedis intègre, dans ce dossier d'examen au cas par cas et par anticipation, le futur besoin potentiel d'un 3ème transformateur (+ grille et loge transformateur).

## 2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

### 2.1 LE POSTE DE TRANSFORMATION

#### 2.1.1 CARACTERISTIQUES DU POSTE ACTUEL

Le poste de transformation 90 000/20 000 Volts – 63 000/20 000 Volts est composé de 2 transformateurs de 36 MVA chacun et de leurs grilles HTA, d'un jeu de barres HTB, d'une fosse déportée, de pistes lourde et légère.



*Figure 3 : Vue aérienne du poste dans sa configuration actuelle  
(Source : ENEDIS)*

#### 2.1.2 CARACTERISTIQUES DU POSTE APRES TRAVAUX

Le poste source « Nérondes », dans sa configuration actuelle, occupe un espace clôturé d'environ 3 100 m<sup>2</sup> sur la parcelle D 318, propriété d'Enedis, d'une surface totale de 14 495 m<sup>2</sup>.

Le projet d'extension, faisant l'objet du présent dossier, prévoit la modification du jeu de barres 63 000 Volts pour l'ajout d'une cellule ligne 63 000 Volts. Ces travaux nécessitent une extension de la clôture pour intégrer une emprise foncière supplémentaire de 1 155 m<sup>2</sup>. Aussi, la surface du poste source « Nérondes » sera de 4 255 m<sup>2</sup> dans sa nouvelle configuration.

Les études en cours conduisent également Enedis à prévoir, dans ce projet, la construction d'un nouveau bâtiment pour héberger une 3ème demi-rame HTA et un allongement de la piste légère d'accès aux bâtiments.

Enfin, ce poste pourrait accueillir à terme un 3ème transformateur 63 000 / 20 000 V (avec grille HTA, loge transformateur et allongement de la piste lourde). Cet ajout de transformateur n'est, pour autant, pas déclenché à date.





**Figure 4 : Représentation de l'extension envisagée sur la parcelle D318 (propriété d'ENEDIS)**  
(Source : ENEDIS)

## 2.2 DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés selon les étapes suivantes :

- Mise en place de la clôture au droit des nouvelles emprises du site,
- Modification du jeu de barres et ajout de la cellule ligne HTB.

En cas de validation, par les études, de l'ajout d'une 3ème demi-rame HTA :

- Construction du nouveau bâtiment demi-rame,
- Aménagement des accès du site par l'agrandissement de la piste légère.

A terme, les travaux pourraient se poursuivre par :

- L'allongement de la piste lourde,
- L'ajout d'un 3ème transformateur (non déclenché à date) et équipements associés (grille HTA et loge)

Toutes les précautions nécessaires seront prises durant la réalisation des travaux ; la première phase du chantier consistera notamment en la mise en place de la clôture sur le pourtour de la nouvelle emprise de celui-ci, pour assurer la sécurité des tiers et des ouvrages. Seul le personnel habilité sera autorisé à pénétrer sur le site.

Le site étant existant, les éléments associés à l'extension seront entretenus de la même manière que la partie existante du site.

## 2.3 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX A REALISER

Le coût des différents travaux nécessitant l'extension du poste source de Nérondes est estimé ci-dessous :

- 1 700 k€ - Travaux de modification du poste avec extension foncière (Coûts intégrés au S3REnR Centre-Val de Loire),

- 370 k€ - Création d'une 3ème demi-rame, en cours d'étude (Chiffrage sur coûts d'ordre pour travaux similaires),
- 1 300 k€ - Ajout d'un 3ème transformateur 63 000 / 20 000 V de 36 MVA à terme, non déclenché à date (Chiffrage sur coûts d'ordre pour travaux similaires).

Les coûts des travaux restent prévisionnels à ce stade du projet.

### 3 LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET L'AIRE D'ETUDE

Un inventaire écologique a été mené sur l'ensemble de la zone d'étude le 14 mai 2024, par le bureau d'études en environnement SEGED, afin de caractériser plus précisément les enjeux environnementaux associés au projet. Les éléments de cet inventaire écologique sont repris dans la présente note de présentation pédagogique.

#### 3.1 DEFINITION DE L'AIRE D'ETUDE

La zone d'étude correspond à l'emprise projetée du site, soit la parcelle D318, d'une superficie d'environ 1,5 hectare. Il s'agit de l'aire d'influence du projet dans sa phase travaux et exploitation, sur la base des données disponibles à ce stade des études.

L'aire d'étude élargie est définie par un rayon de 2 km autour de la zone d'étude. Cette aire correspond à l'inventaire de l'ensemble des zonages réglementaires écologiques (site Natura 2000, ZNIEFF, etc.).

Les aires d'étude sont présentées dans la cartographie ci-dessous.

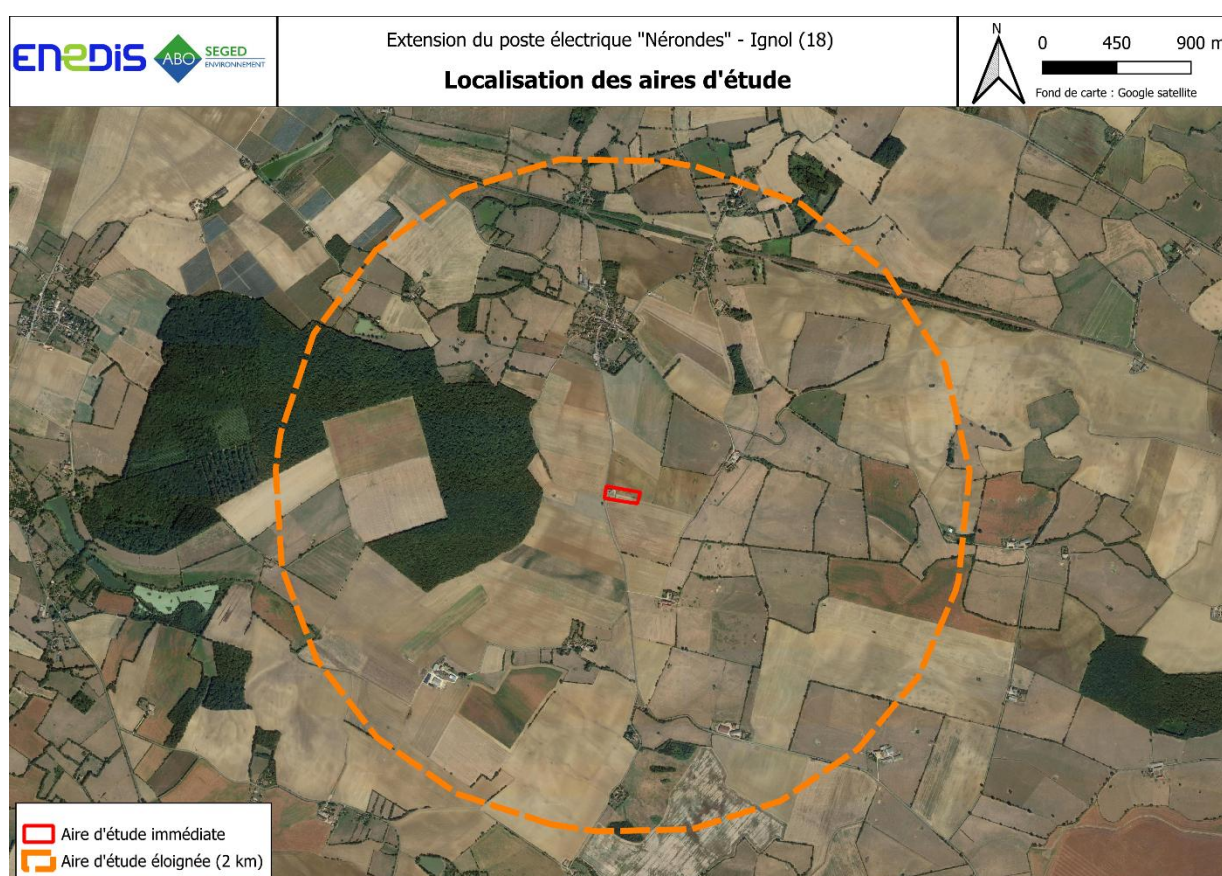


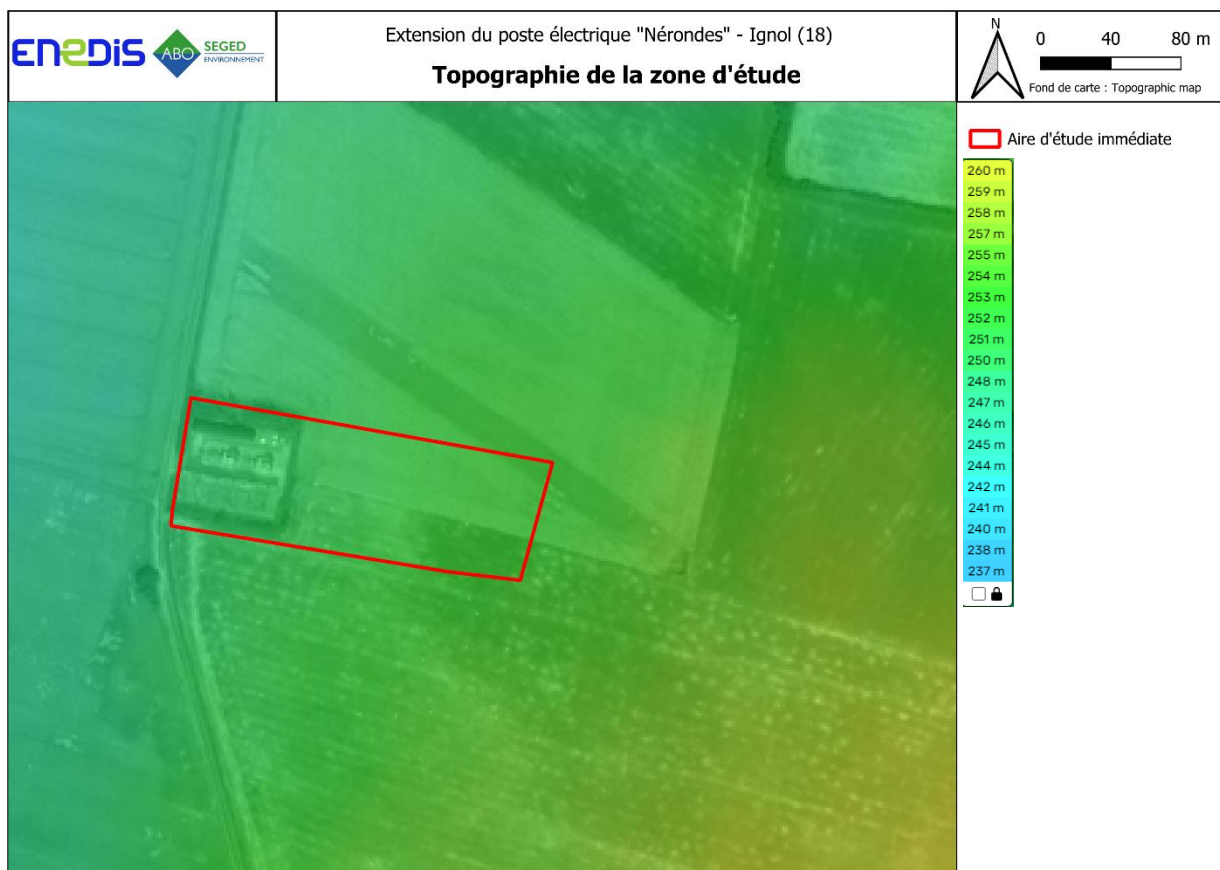
Figure 5 : Localisation des aires d'étude

#### 3.2 LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

##### 3.2.1 LE MILIEU PHYSIQUE

###### 3.2.1.1 Topographie

La topographie du site varie entre 247 et 253 m. Le terrain est relativement plat, notamment en lien avec les activités agricoles qui s'y sont implantées.

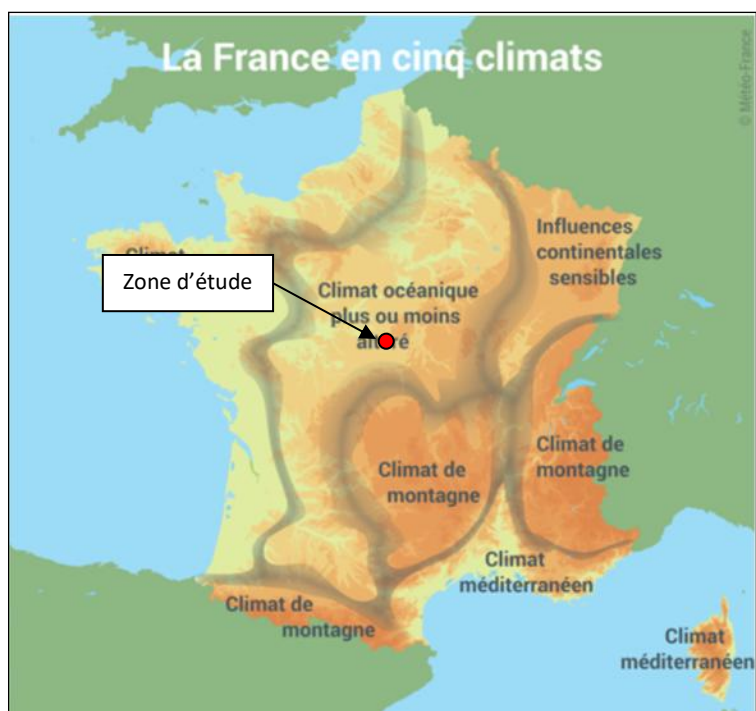


**Figure 6 : Carte topographique de la zone d'étude**

### 3.2.1.2 Climatologie

Le projet se situe dans la région Centre-Val de Loire, dans le département du Cher, sur la commune d'Ignol. Le climat est de type océanique plus ou moins altéré qui correspond à une zone de transition entre les climats océanique, de montagne et semi-continentale.





**Figure 7 : Les cinq types de climat en France**

(Source : [www.meteofrance.fr](http://www.meteofrance.fr))

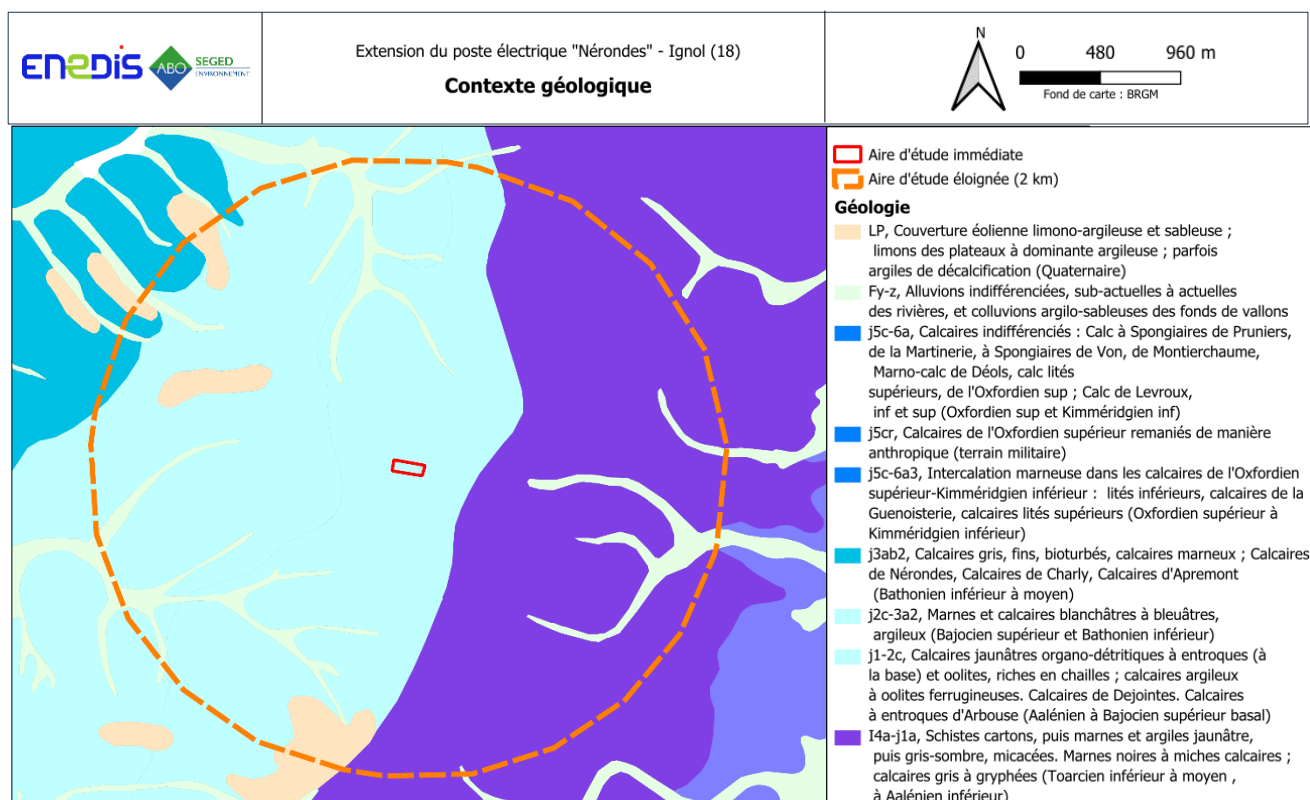
Les données climatiques présentées dans ce chapitre sont issues de la station météorologique la plus proche de la zone d'étude, à savoir celle d'Avord, située sur la commune de Farges-en-Septaine (à environ 18 km de la zone d'étude) et dont l'identifiant est le 18092001.

Les températures les plus élevées sont constatées sur les mois de juillet et août, tandis que les plus froides sont relevées sur les mois de décembre, janvier et février.

Les précipitations les plus importantes ont lieu durant les mois de mai, d'octobre et de novembre, avec plus de 70 mm de pluie en moyenne.

Enfin les rafales de vent sont majoritairement présentes sur les mois de février et de mars, où la vitesse du vent moyenné sur 10 minutes est de 4 m/s.

### 3.2.1.3 Géologie



Le site d'étude se trouve au droit de la formation géologique « Calcaires jaunâtres organo-détritiques à entroques (à la base) et oolites, riches en chailles ; calcaires argileux à oolites ferrugineuses. Calcaires de Dejointes. Calcaires à entroques d'Arbouse (Aalénien à Bajocien supérieur basal) ».

### 3.2.1.4 Hydrogéologie

La zone d'étude se trouve au droit de la masse d'eau souterraine « Calcaires et marnes du Dogger du Berry libres (FRGG071). La superficie totale de cette nappe souterraine est de 960,45 km<sup>2</sup>.

Les états et objectifs associés à la masse d'eau souterraine sont les suivants :

Masse d'eau souterraine concernée	Etat quantitatif		Etat chimique			
	Etat en 2022	Objectif	Etat en 2022		Objectif	
			Nitrates	Pesticides	Nitrates	Pesticides
FRGG071	Bon état - 2015	-	Bon état - 2015	Médiocre	-	Bon état - 2027

### 3.2.1.5 Hydrologie

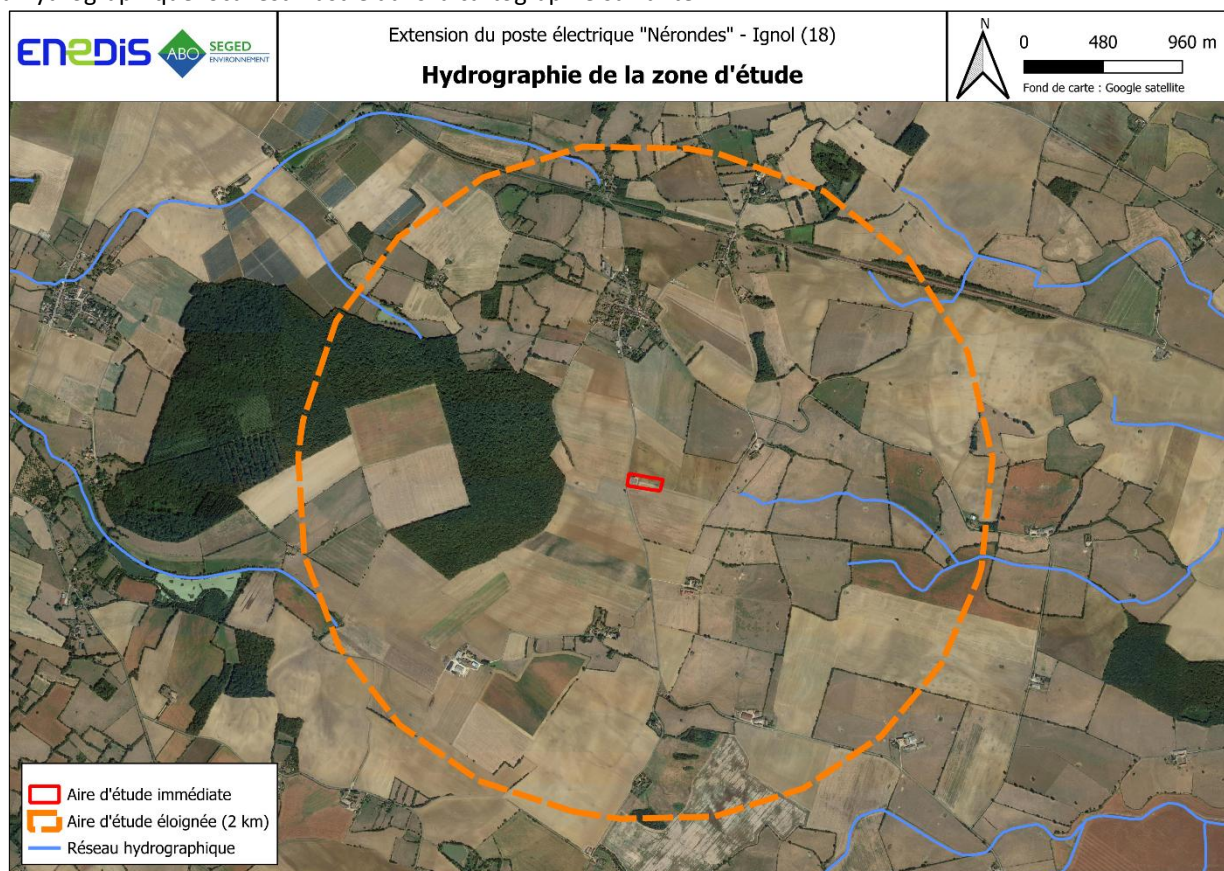
#### Le réseau hydrographique

Aucun cours d'eau ne circule au droit de la zone d'étude. Cependant, l'aire d'étude éloignée intercepte deux masses d'eau superficielles :

- « L'Airin et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yèvre » (FRGR0330)
- « L'Aubois et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Loire » (FRGR0289)

Le cours d'eau le plus proche se situe à 396 m de la zone d'étude. Ainsi, il est considéré que le projet n'aura aucun impact direct sur les cours d'eau situés à proximité.

Le réseau hydrographique local est illustré dans la cartographie suivante :



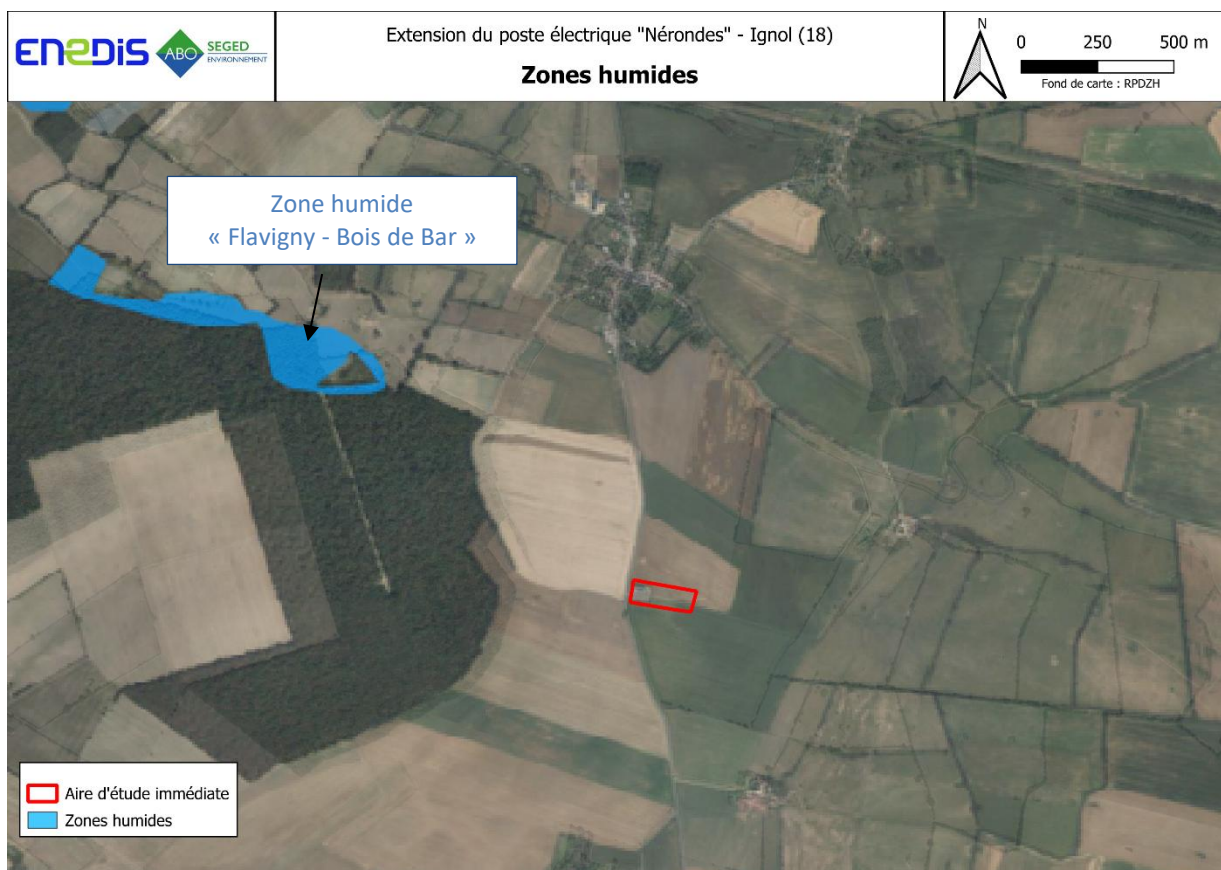
**Figure 9 : Cartographie du réseau hydrographique local**

### Zones humides

Selon le Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides (RPDZH), aucune zone humide avérée ne se trouve au droit de la zone d'étude ou à proximité immédiate de celle-ci.

Les zones humides les plus proches, situées dans un rayon de 3 km, sont les suivantes :

Numéro	Type	Intitulé	Distance au projet
7319845	Prairies à Agropyre et Rumex	« Flavigny - Bois de Bar »	947 m
7319847	Vergers, bosquets et plantations d'arbres	Tendron - Les Forques	2,2 km
7319848			2,4 km
7319846	Cultures	Tendron - les Forques	2,9 km



**Figure 10 : Localisation des zones humides à proximité du site projet**

La zone d'étude se trouve en zonage de probabilité modérée quant à la présence de zones humides. Un inventaire pédologique des zones humides a été mené en 2024 par la SEGED, qui a permis de déterminer l'absence de zones humides au droit du projet.

### **3.2.1.6 Risques naturels**

Le site est concerné par les risques naturels suivants :

- Potentiel radon de catégorie 1
- Sismicité faible

### **3.2.1.7 Les outils de planification liés à l'eau**

#### **SDAGE Loire Bretagne 2022-2027**

Le comité de bassin a adopté le 3 mars 2022 le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027. Le SDAGE Loire Bretagne est ainsi entré en vigueur le 4 avril 2022.

Le projet n'ira pas à l'encontre des objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, ne présentant pas d'impact direct sur la ressource en eau ou les milieux aquatiques associés.



## SAGE Yèvre-Auron

La commune d'Ignol est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre - Auron, approuvé le 3 septembre 2014.

Le projet n'ira pas à l'encontre des objectifs du SAGE Yèvre-Auron, n'impactant pas directement la ressource en eau où les milieux aquatiques associés.

### Contrat de milieux

Le projet n'est pas concerné par un contrat de milieux.

## 3.2.2 LE MILIEU NATUREL

### 3.2.2.1 Zonages et protections réglementaires et contractuelles

Il s'agit des périmètres conférant à des sites un statut de protection très fort : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopes (APPB), Réserves Naturelles Nationales (RNN) et Régionales (RNR), Réserves Biologiques.

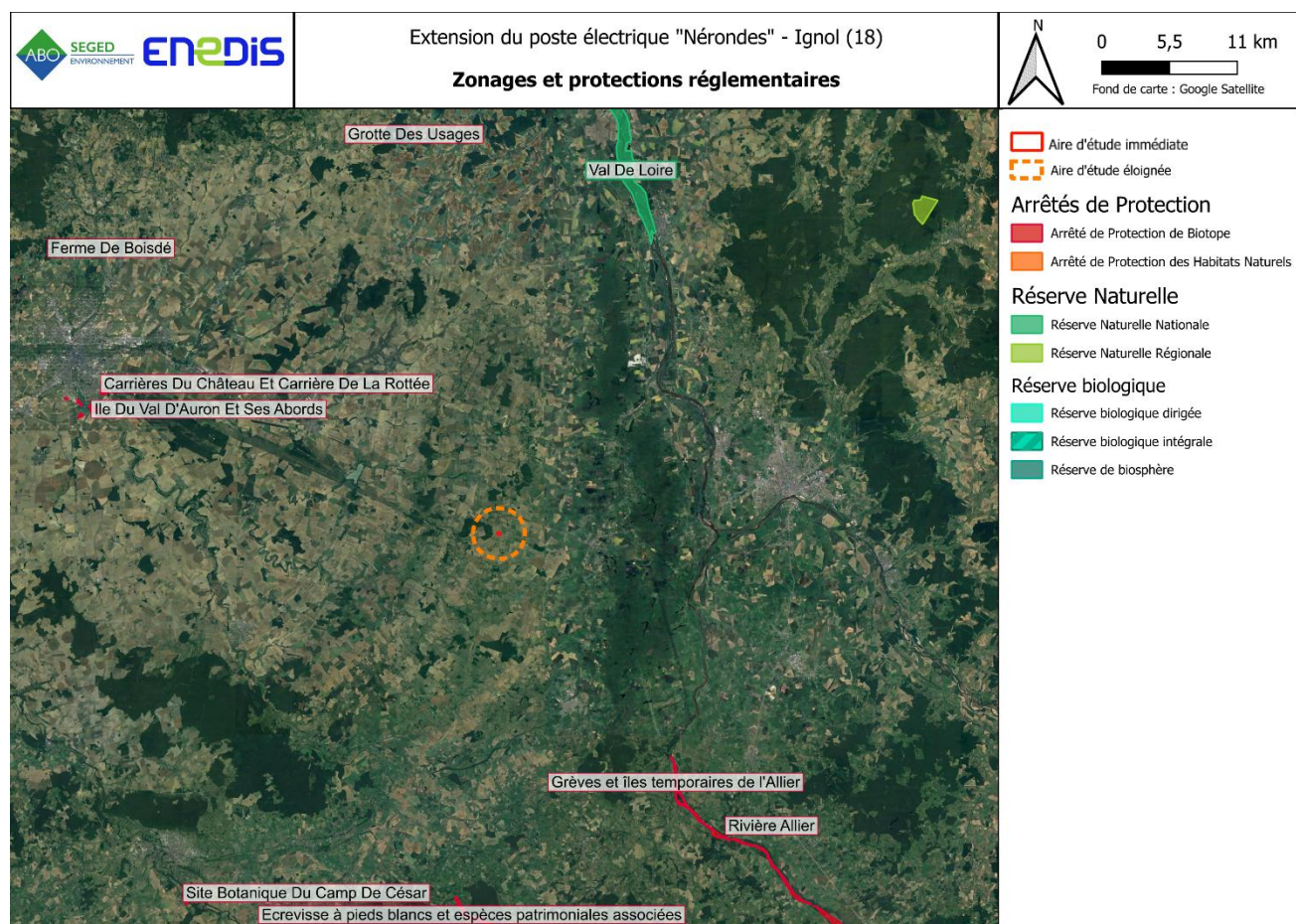
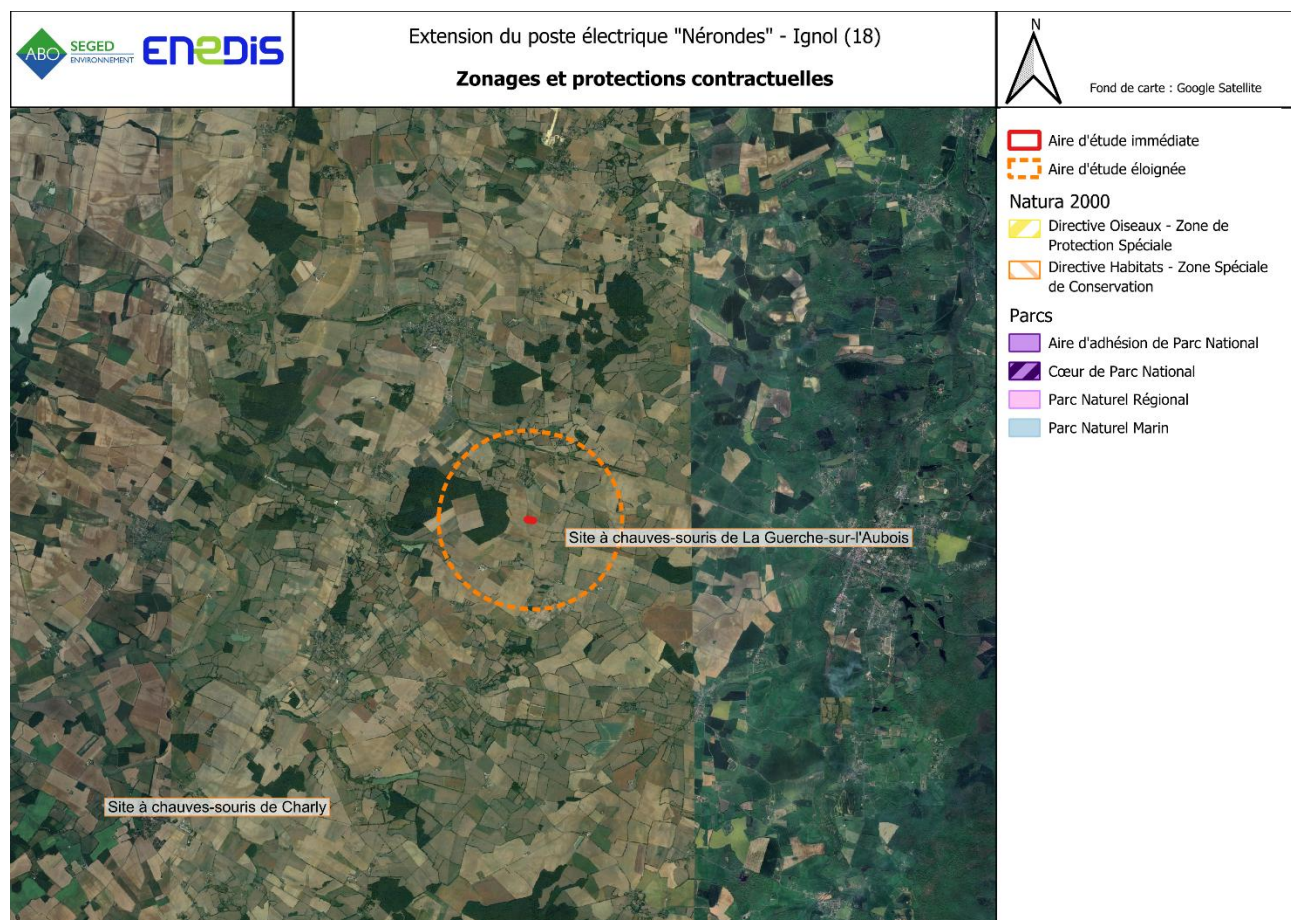


Figure 11 : Cartographie des zonages et protections réglementaires

Aucun périmètre de protection réglementaire n'est présent, tant dans l'aire d'étude éloignée, que dans la zone d'étude. L'APPB le plus proche se trouve à environ 22,7 km tandis que la réserve la plus proche se trouve à 26,5 km.

Les zones concernées par des gestions contractuelles ne sont pas protégées, mais l'exploitation et l'aménagement du territoire y sont strictement encadrés dans le but de préserver ou de favoriser à grande échelle des habitats et

des espèces menacées et/ou protégées. Sont concernés par des gestions contractuelles, les sites Natura 2000, Parcs Naturels Régionaux (PNR) ou sites Ramsar.



**Figure 12 : Cartographie des zonages et protections contractuelles**

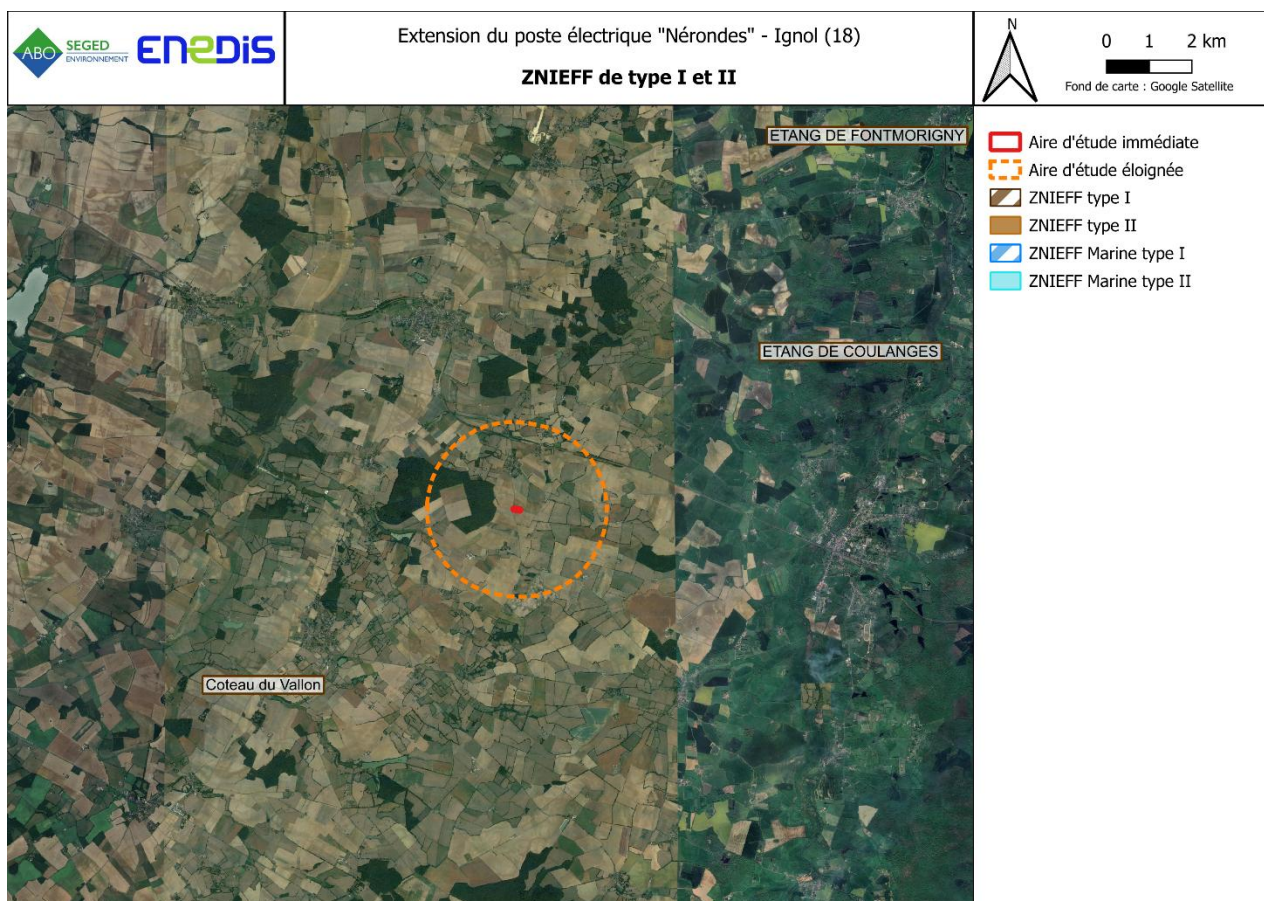
**Aucun site concerné par des gestions contractuelles ne se situe dans la zone d'étude ou dans l'aire d'étude éloignée.** Le parc le plus proche se trouve à environ 71 km.

Les ZNIEFF ont pour objectif d'inventorier les secteurs d'intérêt écologique abritant une biodiversité patrimoniale, dans la perspective de créer un socle de connaissances, ainsi que des outils facilitant les décisions d'aménagements et de protection du territoire.

Les ZNIEFF sont de deux types :

- Les ZNIEFF de type I comportent des espèces et des habitats remarquables pour la région ;
- Les ZNIEFF de type II comprennent de grands ensembles naturels à fort potentiel écologique.





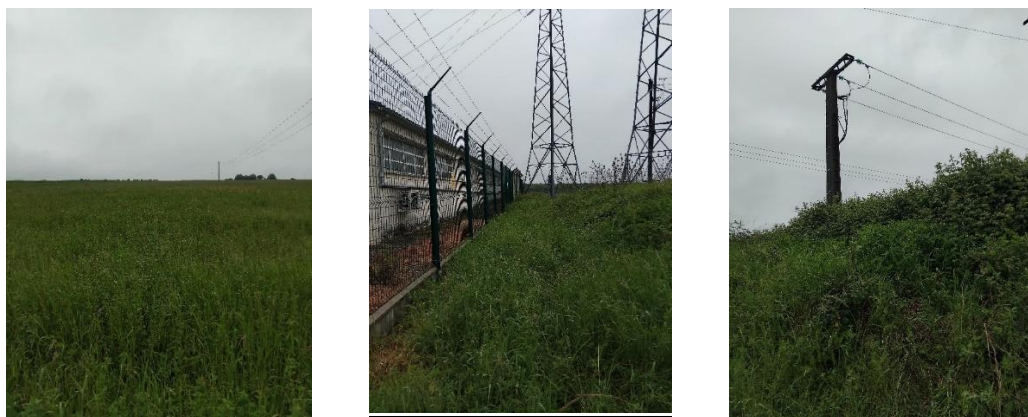
**Figure 13 : Cartographie des ZNIEFF de type I et II**

**Aucune ZNIEFF de type I ou II n'est identifiée dans la zone d'étude ou l'aire d'étude éloignée.** La ZNIEFF la plus proche se trouve à environ 7,027 km tel qu'illustré au sein de la cartographie ci-dessous.

### 3.2.2.2 Habitats naturels, Faune et Flore

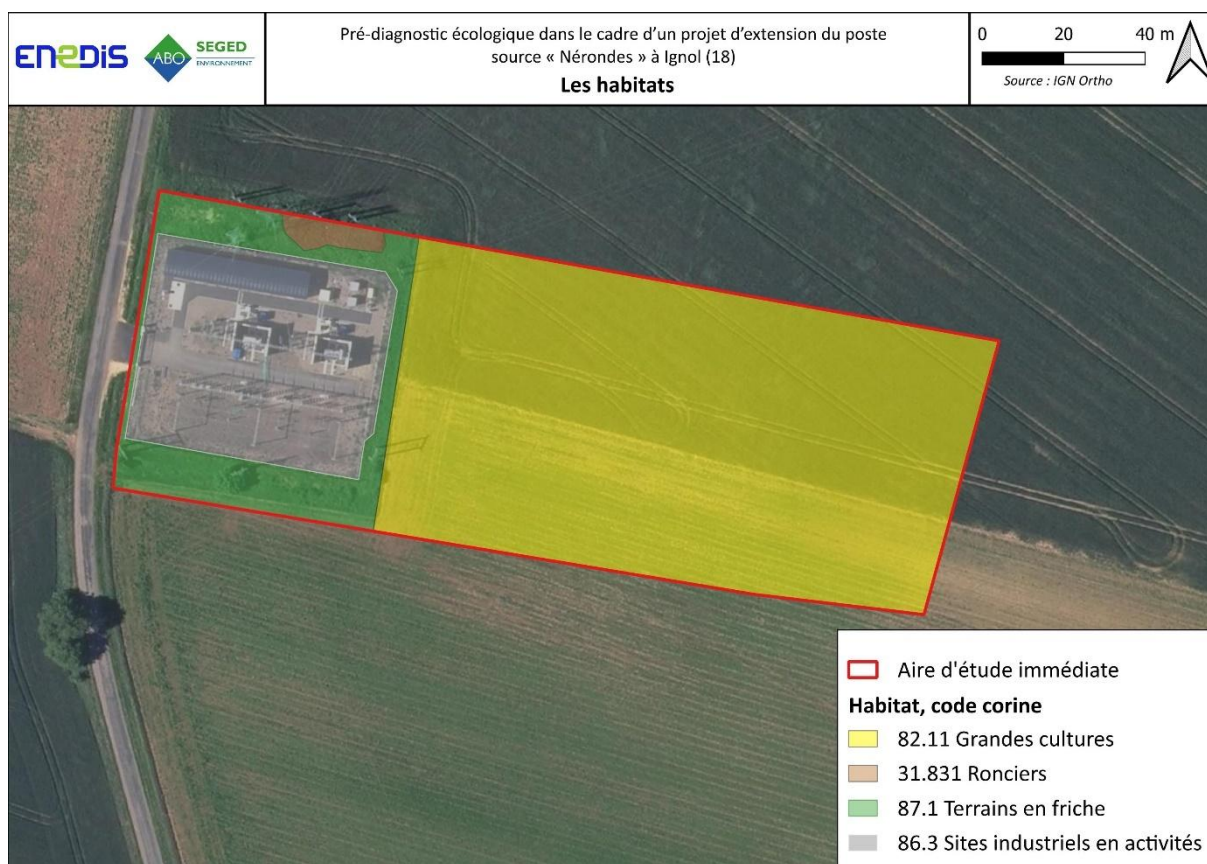
La zone d'étude est composée du poste électrique existant, ainsi que d'une parcelle exploitée actuellement pour des activités agricoles. Un inventaire écologique a été mené sur l'ensemble de la zone d'étude le 14 mai 2024, par la SEGED.

Le site est principalement occupé par un milieu cultural ouvert (67,9 %), un milieu industrialisé (20,5 %), un roncier (1,1 %) et des milieux de végétations spontanées (10,6 %).



**Figure 14 : Photographies des habitats « Grandes cultures » (à gauche), « Terrains en friche » (au milieu) et « Ronciers » (à droite)**

La répartition de ces habitats est illustrée dans la cartographie suivante :

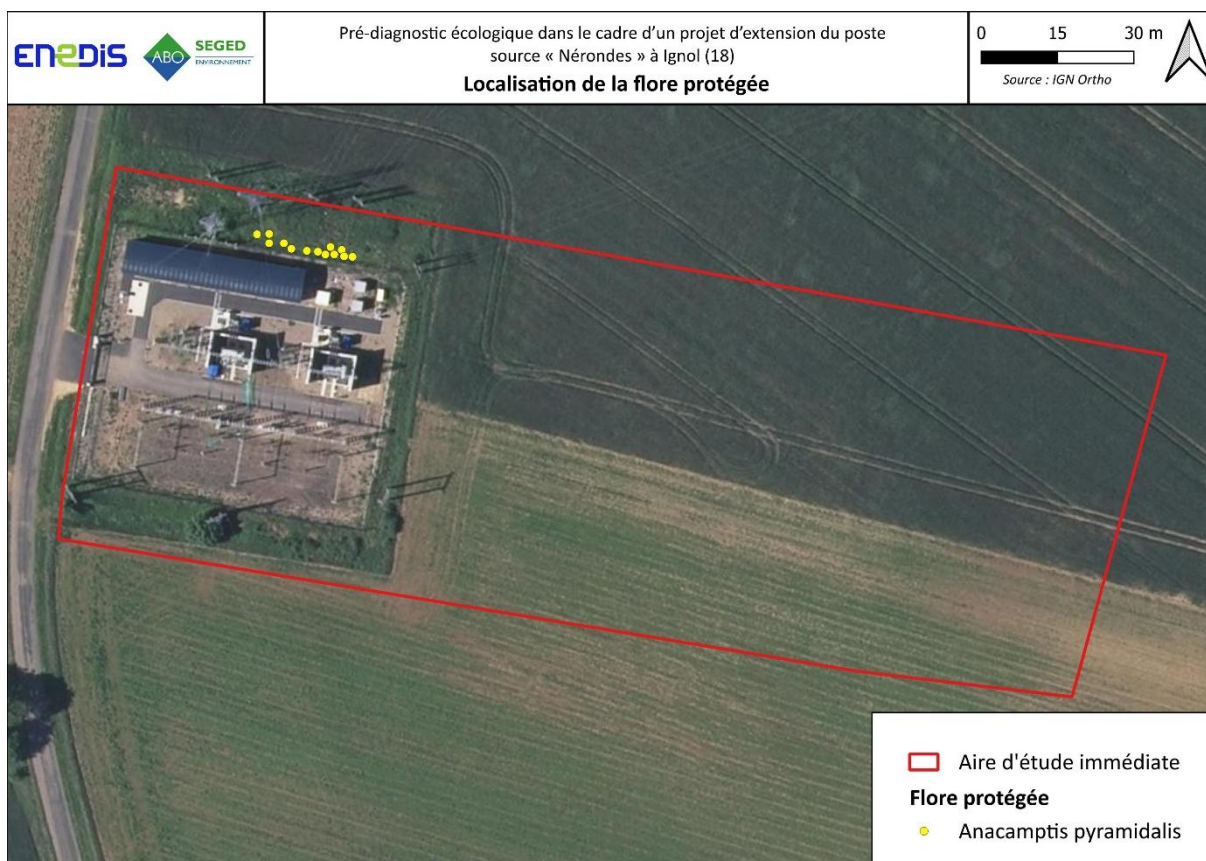


**Figure 15 : Cartographie des habitats au droit de la zone d'étude**

Une espèce végétale protégée au niveau régional a été identifiée : l'Anacamptide pyramidale (*Anacamptis pyramidalis*). Cette espèce est associée à un **enjeu écologique fort**.

La localisation de l'espèce au sein du site est illustrée dans la cartographie suivante :





**Figure 16 : Localisation des espèces végétales protégées**

Le site abrite également 2 espèces végétales indicatrices de zone humide. Cependant, la zone n'est pas considérée comme humide au regard des relevés floristiques et des prospections pédologiques menées.

En ce qui concerne la faune, la prospection de terrain a permis d'inventorier six espèces d'oiseaux, dont certaines protégées au niveau national et présentant des enjeux particuliers. Notamment, l'Alouette des champs, le Bruant proyer ou encore la Bergeronnette printanière. Le site présente un **enjeu modéré pour la faune aviaire**.

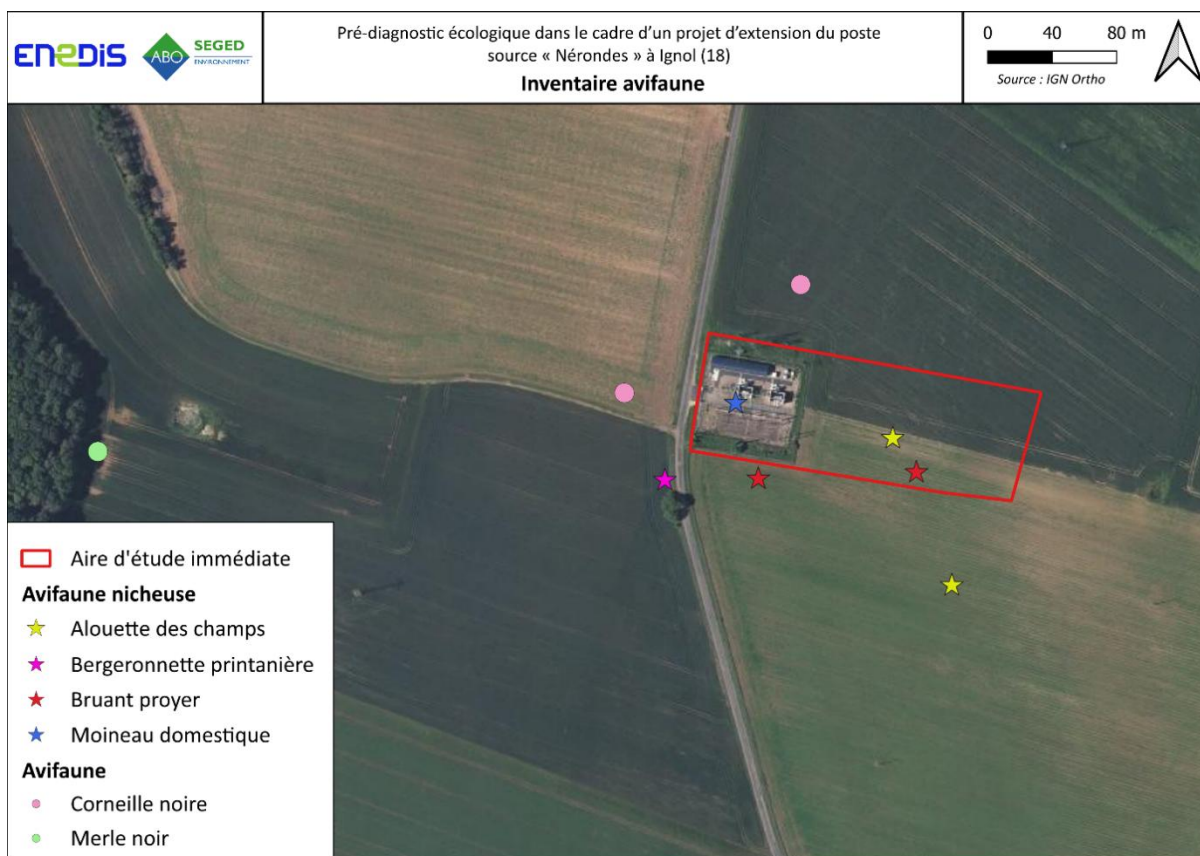


Figure 17 : Localisation des espèces d'avifaune recensées

Aucun insecte n'a pu être observé, mais le site ne semble pas propice à leur présence. En revanche, des traces et laissées de sanglier et chevreuil européen ont été relevées, bien que ces mammifères ne constituent pas une préoccupation majeure.

Aucune espèce de reptile, d'amphibien ou de chiroptère n'a été observée, et aucun enjeu de conservation n'a été identifié pour ces groupes. Cependant, le site pourrait offrir un habitat d'intérêt pour les reptiles, autour du poste électrique, dans les ronciers présents.

L'absence de connectivité entre l'aire d'étude et la forêt en face de l'aire d'étude ainsi que d'autres parcelles agricoles rend la zone peu propice à la présence de certaines espèces de chiroptères et de reptiles.

Les préconisations suivantes ont été émises à la suite de l'inventaire réalisé :

- Préserver les stations d'*Anacamptis pyramidalis* identifiées,
- Adapter la période de travaux en fonction des espèces nicheuses et potentiellement nicheuses sur le site,
- Respecter l'emprise du projet lors des travaux,
- Intervenir en période sèche afin de minimiser les phénomènes d'érosion.

### 3.2.3 LE MILIEU HUMAIN

#### 3.2.3.1 Occupation du sol

Le site d'étude est une prairie située dans un contexte rural. En effet, les parcelles avoisinantes sont exploitées dans le cadre de l'agriculture. L'extension prendra place sur la parcelle propriété d'Enedis, accueillant d'une part le poste de transformation électrique existant, et d'autre part une activité agricole, avec des cultures de Blé d'hiver et d'autres Luzernes.

### **3.2.3.2 Contexte socio-économique**

La commune d'Ignol est peu développée, avec uniquement 176 habitants recensés par l'INSEE en 2021. En effet, le territoire est principalement marqué par l'activité agricole, avec une faible densité d'habitant au km<sup>2</sup> (10 habitants par km<sup>2</sup>).

De 1968 à 2021, la population d'Ignol est passée de 240 à 176 habitants, soit une légère baisse. Les tranches d'âge les plus représentées, sont celles de 60 à 74 ans et de 45 à 59 ans.

### **3.2.3.3 Documents de planification territoriale**

#### **SCOT du Pays de La Châtre en Berry**

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), créé par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain, 2000), est un document de planification intercommunal, inscrit dans une perspective de développement durable.

Il joue un rôle intégrateur appliquant et déclinant localement les grandes politiques nationales, régionales ou départementales dans le projet de territoire en s'appuyant sur une connaissance fine des singularités et des enjeux qui s'y expriment.

Il comprend un rapport de présentation, un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC). Conformément aux articles L.141-5 à L.141-22 du Code de l'urbanisme, le DOO guide la mise en œuvre des objectifs du PASS et constitue le volet prescriptif du SCoT.

A l'échelle du projet, le dossier de SCoT a été approuvé en comité syndical le 19 février 2021.

**Le projet n'ira pas à l'encontre des objectifs du SCOT du Pays de La Châtre en Berry.**

#### **SRCE et SRADDET Centre Val de Loire**

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) est un document régional qui identifie les réservoirs de biodiversité et les corridors qui les relient entre eux. En région Centre-Val de Loire, le SRCE a été substitué par le SRADDET en février 2020.

Le SRADDET Centre-Val de Loire vise la préservation des terres agricoles, des capacités de production alimentaire, des sites naturels et culturels du territoire régional. L'objectif est de penser différemment l'aménagement de l'espace pour réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, recycler au maximum le potentiel des friches et de logements vacants, et lutter contre l'artificialisation des sols.

La loi a demandé à la région de tenir compte de nouveaux éléments au sein du SRADDET, ce qui entraîne la réalisation de modifications du SRADDET existant. Ces modifications ont été effectuées entre juillet 2022 et mars 2024 et l'assemblée régionale a ainsi voté, le 18 avril 2024, une version « projet » du SRADDET modifié en matière de prévention et de gestion des déchets.

**Le projet n'ira pas à l'encontre des dispositions du SRCE et du SRADDET Centre Val de Loire.**

### **Urbanisme**

Une servitude est présente au droit de la zone d'étude, correspondant aux lignes électriques à haute tension raccordée au poste source. Cette servitude sera prise en compte dans le cadre du projet, faisant partie intégrante de celui-ci.

La commune d'Ignol ne possède pas de Plan Local d'Urbanisme et est ainsi soumise au règlement national d'urbanisme (RNU).

Aucun espace boisé ne se trouve au droit du site, ainsi aucun EBC ne sera directement impacté par les travaux.

#### **3.2.3.4 Risques technologiques**

La commune d'Ignol est concernée par le risque technologique. En effet, elle comprend une voie ferrée utilisée pour le transport de matières dangereuses classe ainsi qu'une canalisation de gaz naturel. Cette canalisation se trouve à environ 200 m de la zone d'étude, il est donc considéré que le site n'est pas exposé au risque de transport de matières dangereuses.

Aucune installation industrielle ne se trouve au droit de la commune selon la base de données Géorisques et le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Cher.

#### **3.2.3.5 Patrimoine**

Aucun élément de patrimoine (site classé, site inscrit, monument historique...) référencé par l'Atlas des patrimoines n'est présent sur la commune.

#### **3.2.3.6 Paysage**

Selon l'Atlas des paysages du Cher, la zone d'étude se trouve au droit de l'unité paysagère « Paysages de bocage » et de la sous-unité « Charnière de Nérondes ». Cette sous-unité est caractérisée par la transition entre les paysages forestiers et les grandes plaines ouvertes, elle se présente comme une figure de bocage en transformation radicale. Marquée par une côte puissante, cette charnière offre de beaux panoramas qui expriment clairement la dynamique des paysages agraires contrastés de l'est du département, entre forêts, bocages et plaines.

#### **3.2.3.7 L'ambiance sonore et les vibrations**

Un bruit est un mélange de sons, d'intensités et de fréquences différentes, dû à une variation de la pression atmosphérique. Le bruit est considéré par les français comme la première nuisance à leur cadre de vie. Les études épidémiologiques montrent que des niveaux sonores trop importants peuvent engendrer des dangers pour la santé (troubles de l'audition, insomnie, hypertension artérielle, etc.).

Les sources de bruit principales aux abords de la zone d'étude sont liées à la présence de la route départementale D43 et aux activités agricoles (circulation d'engins agricoles).

Dans le cadre du présent projet, ENEDIS a mandaté la société ATEA Environnement pour la réalisation de l'étude acoustique, visant à définir l'état initial de la zone d'étude, ainsi que le niveau sonore suite aux nouveaux aménagements qui seront ajoutés. **Suite aux investigations menées par ATEA Environnement, il a été démontré que le poste de Nérondes est actuellement conforme à la réglementation du 26 janvier 2007 sur les ouvrages électriques et le restera suite à l'ajout d'un éventuel 3<sup>ème</sup> transformateur, à terme.**



### 3.2.4 SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Groupe biologique étudié	Enjeu écologique vis-à-vis du site	Évaluation de l'enjeu	Préconisations associées
<b>DONNÉES BIBLIOGRAPHIQUES</b>			
<b>Protection réglementaire et zonages environnementaux</b>	Aucun zonage présent	Faible	/
<b>Réseau hydrographique et zones humides</b>	Un point potentiellement humide mais pas de cours d'eau	Faible	/
<b>Fonctionnalités écologiques</b>	Site éloigné de tous réservoirs ou corridors écologiques	Faible	/
<b>FLORE / HABITATS</b>			
<b>Les habitats naturels</b>	Les enjeux de conservation concernent le terrain en friche, avec la présence d'une espèce végétale protégée. La zone de grande culture représente également un enjeu de conservation, notamment pour les espèces fauniques susceptibles d'y nicher.	Modéré	Il est préconisé de restreindre au strict nécessaire les emprises des installations de chantier afin de minimiser les impacts sur les habitats naturels.
<b>Flore</b>	Une espèce protégée au niveau régional ainsi que déterminante ZNIEFF a pu être observée sur le terrain.	Modéré	Il est fortement conseillé de maintenir la station et de ne pas détruire les individus présents. Cependant, si les travaux entraînent la destruction de l'espèce, il sera nécessaire de faire une demande de dérogation d'espèces protégées.
<b>EEE</b>	Aucune espèce exotique envahissante n'a été observée sur l'aire d'étude.	Faible	/
<b>FAUNE</b>			
<b>Avifaune</b>	La zone d'étude semble propice à la présence d'espèce nichant dans les cultures, prairies cependant très peu d'arbres et de haies sont présents sur le site.	Modéré	Les travaux auront lieu hors période de reproduction (qui s'étend de mi-mars à mi-août) afin de réduire le risque de destruction de spécimens d'avifaune.
<b>Mammifères terrestres</b>	Aucune espèce n'a directement été observée, cependant des laissées et des empreintes ont pu être observées. Le site est utilisé au moins en transit.	Faible	/
<b>Chiroptères</b>	Aucune espèce protégée n'a été observée sur la zone d'étude. Absence de gîtes naturels ou artificiels.	Faible	/
<b>Amphibiens</b>	Aucune espèce d'amphibien n'a été observée. La zone ne semble pas propice à l'accueil d'amphibiens en raison de l'absence de zones en eau.	Faible	/
<b>Insectes</b>	Cet habitat offre peu de conditions favorables à une grande diversité d'espèces, avec un nombre très limité de plantes hôtes du fait d'une culture mono-spécifique et l'absence d'arbres sénescents.	Faible	/
<b>Reptiles</b>	Aucune espèce n'a été observée. Cependant, la parcelle semble propice à leur présence.	Faible	/

La carte suivante permet de lier les enjeux de conservation des habitats et les enjeux de la faune :



## 4 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET IMPACTS RÉSIDUELS

Les travaux envisagés au droit de la zone d'étude impacteront la flore et la faune présente si aucune mesure n'est mise en place. Ainsi, des mesures d'évitement et de réduction ont été définies, afin de réduire les impacts pressentis.

Il est à noter que des mesures générales sont préconisées afin d'assurer le bon déroulement des travaux d'aménagement sur le plan environnemental.

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Code Cerema	Objectif de la mesure
ME1	Balisage préventif divers ou mise en défens ou dispositif de protection d'une station d'une espèce patrimoniale, d'un habitat d'une espèce patrimoniale, d'habitats d'espèces ou d'arbres remarquables	2.1a	Préserver une espèce protégée ( <i>Anacamptis pyramidalis</i> ).  Eviter d'impacter des habitats d'intérêt.
MR1	Limitation / adaptation des emprises des travaux, des zones d'accès et des zones de circulation des engins	1.1a	Limitier les emprises du chantier Limitier les interventions dans le milieu naturel Limitier les incidences sur les circulations au sein de la zone de travaux Limitier les nuisances aux riverains
MR2	Adaptation des modalités de circulation des engins de chantier	2.1a	Limitier les émissions de gaz à effet de serre Limitier les émissions de poussières pouvant entraîner une altération voire une destruction d'espèces floristiques protégées et une dégradation d'habitats ou d'habitats d'espèces protégées. Limitier les nuisances sonores et de vibrations
MR3	Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier	2.1d	Réduire les risques de pollution accidentelle et de pollution liés à l'activité du chantier par des matériaux solides (MES notamment) ou des substances toxiques (laitances de béton).
MR4	Dispositifs de limitation des nuisances envers la faune	R2.1k	Réduction technique en phase travaux visant à favoriser la fuite des espèces
MR5	Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines	2.1j	Réduire les nuisances liées à la qualité de l'air, à la sécurité des personnes
MR6	Dispositif de gestion des déchets en phase chantier	2.1t	Réduire les nuisances liées à la mauvaise gestion des déchets de chantier
MR7	Dispositif de repli de chantier	2.1r	Permettre une recolonisation rapide du milieu par la faune en restituant au milieu naturel son état d'avant chantier.
MR8	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise en phase travaux et en phase exploitation	R2.2o	Réduction technique en phase exploitation par la mise en application d'une gestion écologique des habitats au sein des emprises (démantèlement des installations de chantier).
MR9	Adaptation de la période des travaux sur l'année	3.1a	Les travaux peuvent engendrer le dérangement, voire la destruction d'individus. Pour ce faire, le calendrier des travaux devra tenir compte des périodes les moins gênantes pour la faune (intervention hors des périodes

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Code Cerema	Objectif de la mesure
			de reproduction de l'avifaune, soit entre mi-août et mi-mars).
MA1	Accompagnement du chantier par un coordonnateur environnement	A6.1a	Accompagnement du chantier par un coordinateur environnement afin de garantir la bonne application des mesures visant à éviter et réduire les impacts en phase travaux. Le coordinateur accompagne les opérations pour assurer le bon repérage des enjeux écologiques (liés à la faune, la flore et les habitats).

## 5 CONCLUSION

Le projet porte sur l'extension d'un jeu de barres HTB 63 000 V pour l'ajout d'une cellule ligne 63 000 V par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE dans le poste « Nérondes ». Ces évolutions entraînent l'augmentation de l'emprise foncière du poste sur une superficie de 1 155 m<sup>2</sup>.

Selon l'étude bibliographique, la zone d'étude n'intercepte aucun périmètre réglementaire ou contractuel, ni site patrimonial.

Suite au prédiagnostic écologique menée sur le site en 2024, une espèce végétale protégée régionalement a été relevée au sein de la zone d'étude. Les habitats naturels recensés sont considérés comme favorables à la nidification de l'avifaune.

Afin de réduire les impacts du projet sur la biodiversité associée au site d'étude, diverses mesures devront être mises en place, portant notamment sur la limitation des emprises travaux au strict nécessaire, la mise en défens d'une espèce protégée et l'adaptation du calendrier des travaux afin d'éviter les périodes de forte sensibilité des espèces (notamment l'avifaune, qui représente un enjeu sur le site).